



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 132 publié le 2 décembre 016

Sommaire affiché du 2 décembre 2016 au 1^{er} février 2017

SOMMAIRE

UD DIRECCTE

- Arrêté n°2016/PREF/SCT/16/067 du 25 novembre 2016 autorisant la société ONCODESIGN (Campus IPSEN) située 5 avenue du Canada – ZI de Courtaboeuf 91940 LES ULIS à déroger à la règle du repos dominical en employant quatre salariés volontaires le dimanche durant 3 ans à compter du 25 novembre 2016

- RECEPISSE DE DECLARATION 2016/SAP/814229910 du 18 Novembre 2016 d'un organisme de services à la personne délivré au micro-entrepreneur THOMAS JIANG 32 BIS Route de Fleury 91170 VIRY CHÂTILLON.

- RECEPISSE DE DECLARATION 2016/SAP/823610845 du 26 Novembre 2016 d'un organisme de services à la personne délivré au micro-entrepreneur NICOLI JULIE 39 Rue Frédéric Mistral 91330 YERRES.

- RECEPISSE DE DECLARATION 2016/SAP/823898796 du 26 Novembre 2016 d'un organisme de services à la personne délivré à la Société par Actions Simplifiée (SAS) LA FABRIK A DOM 4 Allée de la Grotte 91360 VILLEMORISSON SUR ORGE.

- RECEPISSE DE DECLARATION 2016/SAP/492086566 du 25 Novembre 2016 d'un organisme de services à la personne délivré à la Société à Responsabilité Limitée (SARL) JARDISERVICE 11 Rue du Haras Erables 2 Résidence du Boqueteau 91240 ST MICHEL SUR ORGE.

- RECEPISSE DE DECLARATION 2016/SAP/823641204 du 22 Novembre 2016 d'un organisme de services à la personne délivré au micro-entrepreneur NIZON MORGANE 20 Square du Gros Noyer 91070 BONDOUFLE.

- RECEPISSE DE DECLARATION 2016/SAP/520970005 du 25 Novembre 2016 d'un organisme de services à la personne délivré au micro-entrepreneur AOUNI MAGNE OUASSILA 13 Place aux herbes 91170 VIRY CHÂTILLON.

- RECEPISSE DE DECLARATION 2016/SAP/822982468 du 22 Novembre 2016 d'un organisme de services à la personne délivré au micro-entrepreneur TANNE YVES « LES JARDINS D'YVES VERTS » 24 Rue du Gué 91490 DANNEMOIS.

DRCL

- Arrêté préfectoral n°2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/884 du 25 novembre 2016 portant imposition à la SARL IMMOBILIERE MENELAS de prescriptions complémentaires pour la gestion de la source de pollution localisée autour de l'ancienne station-service exploitée au sein des installations situées 6 Avenue de l'Océanie aux ULIS (91940)

- Arrêté préfectoral n°2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/893 du 28 novembre 2016 portant imposition à la société POLYGONE BSO de prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations situées 9 Rue du Poitou ZAC Maison Neuve à BRÉTIGNY-SUR-ORGE (91220)

- Arrêté n°2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/886 du 25 novembre 2016 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société EAST BALT FRANCE (ESB) pour l'exploitation de ses installations situées 22 rue Condorcet ZI des radars – square Steve Calvert à Fleury-Mérogis

- Arrêté n° 2016.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/887 du 25 novembre 2016 portant imposition de prescriptions spéciales à la société CARREFOUR STATION-SERVICE à ETAMPES

- Arrêté préfectoral n° 2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/896 du 1er décembre 2016 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société TRAPIL pour l'exploitation de ses installations situées Terminal T13 à ATHIS-MONS

- Arrêté préfectoral n° 2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/897 du 1er décembre 2016 portant imposition à la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF Mobilités) de prescriptions spéciales pour l'exploitation d'un site de maintenance et de remisage associé au Tram-Train Massy-Evry sur les communes de MASSY et de PALAISEAU

SOUS-PRÉFECTURE DE PALAISEAU

- Arrêté n° 2016/SP2/BAIE/042 du 26 octobre 2016 portant modification des statuts de l'association syndicale autorisée « le Bois du Roi 2 » à ORSAY

- Arrêté n° 2016/SP2/BAIE/049 du 1^{er} décembre 2016 déclarant d'utilité publique la réalisation d'un projet de construction de logements sociaux sur le territoire de la commune d'Ollainville

- Arrêté n°2016/SP2/BAIE/047 du 1^{er} décembre 2016 approuvant le cahier des charges de cession par l'Établissement Public Paris Saclay à la société Eiffage Immobilier Ile-de-France d'un terrain sis ZAC du Moulon sur le territoire de la commune de Gif-sur-Yvette

- Arrêté n°2016/SP2/BAIE/045 du 1^{er} Décembre 2016 approuvant le cahier des charges de cession par l'Établissement Public Paris Saclay à la société Dome Réalisation Assistance Maîtrise d'Ouvrage (DREAM) d'un terrain sis ZAC du Moulon sur le territoire de la commune de Gif-sur-Yvette.

- Arrêté n°2016/SP2/BAIE/046 du 1^{er} Décembre 2016 approuvant le cahier des charges de cession par l'Établissement Public Paris Saclay à la société Altarea Cogedim Ile-de-France d'un terrain sis ZAC du Moulon sur le territoire de la commune de Gif-sur-Yvette

- Arrêté n°2016/SP2/BAIE/043 du 1^{er} Décembre 2016 approuvant le cahier des charges de cession par l'Établissement Public Paris Saclay à la société Vinci Immobilier Résidentiel d'un terrain sis ZAC du Moulon sur le territoire de la commune de Gif-sur-Yvette.

- Arrêté n°2016/SP2/BAIE/044 du 1^{er} Décembre 2016 approuvant le cahier des charges de cession par l'Établissement Public Paris Saclay à la société Dome Réalisation Assistance Maîtrise d'Ouvrage (DREAM) d'un terrain sis ZAC du Moulon sur le territoire de la commune de Gif-sur-Yvette.

- Arrêté n°2016/SP2/BAIE/048 du 1^{er} décembre 2016 modifiant l'arrêté n°2013-PREF-DRCL/BEPAFI/SSAF/410 du 23 août 2013 approuvant le cahier des charges de cession au Groupe des Écoles Nationales d'Économie et de Statistiques d'un terrain sis ZAC du Quartier de **l'École Polytechnique à Palaiseau dans le cadre de l'implantation d'un bâtiment d'enseignement supérieur et de recherche visant à accueillir le groupe des écoles nationales d'économie et de statistique (GENES)**,

DDT

- Arrêté n°2016-DDT-SE-959 du 14 Novembre 2016 portant établissement du barème départemental annuel d'indemnisation des dégâts de gibier, pour céréales à paille, oléagineux et protéagineux

- Arrêté n° 2016.PREF.DDT.1001 du 1er décembre 2016 portant autorisation temporaire, au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, pour la mise en place d'une canalisation de dévoiement des effluents à installer dans le lit mineur de l'Orge pour la réhabilitation du Collecteur Intercommunal de Dévoiement (CID), sur les communes de Savigny-sur-Orge et de Viry-Châtillon, présentée par le Syndicat mIxe de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA)

- Arrêté n°2016-DDT-SEPP-257 portant modification de l'Arrêté Préfectoral n°2015-DDT-SEPR 140 du 18 juin 2015 portant renouvellement de la composition de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Yerres

- Arrêté Préfectoral n°2016-DDT-SE-1002 portant interdiction de la pêche professionnelle en vue de la commercialisation destinée à la consommation humaine et animale, du transport du poisson vivant ou mort, de la

consommation de tous poissons pêchés dans la rivière Orge dans le département de l'Essonne

DPAT

- Extrait de l'avis favorable n°644A de la CDAC du 22 novembre 2016 concernant le projet d'extension du magasin LIDL situé à BOUSSY SAINT ANTOINE

- Ordre du jour de la CDAC prévue le mercredi 7 décembre 2016 à 10h dans la salle de l'Hurepoix, pour statuer sur le projet de création d'un ensemble commercial à VILLABÉ

DDCS

- Arrêté 2016 – DDCS-91-131 du 28 novembre 2016 portant avis de classement de la commission départementale de sélection dans le cadre de l'appel à projets de création de 300 places en Foyers Jeunes travailleurs (FJT) réunie le 21 octobre 2016

- Arrêté n°2016 – DDCS -91 -132 du 29 novembre 2016 portant modification des membres de la Commission de Coordination des Actions de Prévention des explosions locatives CCAPEX)

DDFIP

- 2016-DDFIP-107 : Liste des responsables de service au 1er décembre 2016

PRÉFECTURE DE POLICE

- Arrêté n° 2016-01343 : portant application des mesures d'urgence en cas de pointe de pollution atmosphérique en Ile-de-France

DRIEA

- Arrêté inter-préfectoral DRIEA n° 2016-1778 (référéncé en Essonne : DRIEA/DIRIF n°2016-057) portant réglementation temporaire de la circulation sur la RN7 et l'autoroute A106, pour les travaux de modernisation dans les tunnels d'Orly, sous les infrastructures d'Aéroport De Paris (ADP)



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

Direction Régionale
des Entreprises
de la Concurrence
de la consommation
du Travail et de l'emploi

Unité départementale de l'Essonne

A R R E T E N° 2016/PREF/SCT/16/067 du 25 novembre 2016

Autorisant la société ONCODESIGN (Campus IPSEN) située 5 avenue du Canada
ZI de Courtaboeuf- 91940 LES ULIS à déroger à la règle du repos dominical

La Préfète de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole

VU le code du travail et notamment les articles L. 3132-1 à 3, L. 3132-20, L. 3132-21, L. 3132-22 et L. 3132-23, L. 3132-25-3, L. 3132-25-4 et R. 3132-17 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète hors classe, en qualité de Préfète de l'Essonne ;

VU l'arrêté interministériel du 29 août 2016 nommant Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France à compter du 5 septembre 2016 ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 2013 nommant Monsieur Marc BENADON, Directeur Régional Adjoint de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne à compter du 1^{er} septembre 2013 ;

VU l'arrêté n° 2016-PREF-MCP-070 du 12 septembre 2016 portant délégation de signature à Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2016-098 du 13 septembre 2016 portant subdélégation de signature de Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, à Monsieur Marc BENADON, Directeur Régional Adjoint, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne ;

VU la demande de dérogation au repos dominical de la société ONCODESIGN, déposée le 17 octobre 2016 auprès de la DIRECCTE d'Ile-de-France unité départementale de l'Essonne ;

VU les consultations effectuées le 27 octobre 2016 auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne, du mouvement des Entreprises de France, des unions départementales des syndicats C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., C.G.T./F.O. C.F.E./C.G.C. de l'Essonne, de la commune de LES ULIS et de la Communauté d'agglomération Communauté PARIS-SACLAY ;

VU l'avis défavorable émis par l'union départementale Force Ouvrière de l'Essonne ;

VU l'avis favorable émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne ;

CONSIDERANT que le conseil municipal de LES ULIS, consulté le 27 octobre 2016 n'a pas statué sur cette demande,

CONSIDERANT que l'Assemblée de la Communauté d'agglomération PARIS-SACLAY, consultée le 27 octobre 2016 n'a pas statué sur cette demande,

CONSIDERANT que la demande de la société ONCODESIGN a pour objet d'employer quatre salariés le dimanche,

CONSIDERANT que la société ONCODESIGN, dont l'activité consiste en la recherche et au développement pour l'industrie pharmaceutique, ne fait pas partie des catégories d'établissements admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement à son personnel salarié en application de l'article L.3132-12 du code du travail et R. 3132-5 de ce même code,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.3132-25-3 du code du travail, les autorisations prévues aux articles L.3132-20 et L.3132-25-1 sont accordées au vu d'un accord collectif ou, à défaut d'une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum,

CONSIDERANT que la société ONCODESIGN doit assurer la présence de certains de ses techniciens responsables des études in vivo et in vitro le dimanche, pour les soins et traitements administrés en continu aux animaux de laboratoire dans le cadre des études de recherche scientifiques,

CONSIDERANT que les interventions et les observations in vivo ont lieu ponctuellement le weekend, pour un temps d'exécution de deux heures par jour,

CONSIDERANT, que cette demande s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L. 3132-20 du code du travail et vise à ne pas compromettre le fonctionnement normal de l'entreprise,

CONSIDERANT que les salariés bénéficieront des contreparties prévues dans l'accord signée le 9 mai 2007 avec les organisations syndicales,

ARRETE :

ARTICLE 1 : la société ONCODESIGN située 5 avenue du Canada - ZI de Courtaboeuf- 91940 LES ULIS est autorisée à employer quatre salariés volontaires le dimanche pendant 3 années à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2 : le repos hebdomadaire des quatre salariés volontaires devra être donné un autre jour.

ARTICLE 3 : les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire des salariés devront être respectées.

ARTICLE 4 : Madame le Maire de LES ULIS, Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Communauté PARIS-SACLAY, Monsieur le Directeur Régional Adjoint Responsable de l'unité départementale de l'Essonne, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique de l'Essonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, ainsi qu'à la société requérante.

Pour la Préfète de l'Essonne
et par délégation de la Directrice Régionale
Le Directeur Régional Adjoint Responsable
de l'unité départementale de l'Essonne



Marc BENADON

PREFETE DE L'ESSONNE

Récépissé de déclaration n° 2016/SAP/814229910
d'un organisme de services à la personne

THOMAS JIANG (Micro-entrepreneur)
32 Bis Route de Fleury
91170 VIRY CHÂTILLON

enregistrée et formulée conformément à l'article L 7232-1-1 du code du travail

LA PREFETE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du mérite,

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à 13, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu les décrets n° 2011-1132 et 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-070 du 12 septembre 2016, par lequel la Préfète de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France,

Vu l'arrêté n° 2016-098 du 13 septembre 2016 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Marc BENADON, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE,

CONSTATE :

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une **déclaration** d'activités de services à la personne a été déposée auprès de l'unité départementale de l'Essonne de la Direccte d'Ile de France le 18 Novembre 2016 par le **micro-entrepreneur THOMAS JIANG** dont le siège social est situé **32 Bis Route de Fleury 91170 VIRY CHÂTILLON**.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme aux prescriptions du code du travail et le présent récépissé de déclaration d'activités de services à la personne a été enregistré le 18 Novembre 2016 avec effet au **18 Novembre 2016** au nom du **micro-entrepreneur THOMAS JIANG** dont le siège social est situé **32 Bis Route de Fleury 91170 VIRY CHÂTILLON** sous le n° **2016/SAP/814229910**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Essonne qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : **prestataire**.

Les activités déclarées sont les suivantes, **à l'exclusion de toute autre** :

- Coordination et délivrance des Services à la Personne.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées **à titre exclusif** (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

La présente déclaration est valable pour une durée illimitée dans le temps (articles L/7232 à L/7232-8 et articles R/7232-18 à R/7232-24 du code du travail) pour les prestations relevant de la « déclaration », exclusivement.

Le récépissé peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Fait à EVRY, le 18 Novembre 2016
P/la préfète et par délégation du DIRECCTE,
P/le directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité départementale
de l'Essonne,
La directrice adjointe du travail,


Véronique CARRE



PREFETE DE L'ESSONNE

**Récépissé de déclaration n° 2016/SAP/823610845
d'un organisme de services à la personne**

**NICOLI JULIE (Micro-entrepreneur)
39 RUE FREDERIC MISTRAL
91330 YERRES**

enregistrée et formulée conformément à l'article L 7232-1-1 du code du travail

LA PREFETE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du mérite,

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à 13, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu les décrets n° 2011-1132 et 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-070 du 12 septembre 2016, par lequel la Préfète de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France,

Vu l'arrêté n° 2016-098 du 13 septembre 2016 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Marc BENADON, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE,

CONSTATE :

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une **déclaration** d'activités de services à la personne a été déposée auprès de l'unité départementale de l'Essonne de la Direccte d'Ile de France le 26 Novembre 2016 par **le micro-entrepreneur NICOLI JULIE** dont le siège social est situé **39 Rue Frederic Mistral 91330 YERRES**.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme aux prescriptions du code du travail et le présent récépissé de déclaration d'activités de services à la personne a été enregistré le 26 novembre 2016 **avec effet au 26 novembre 2016** au nom du micro-entrepreneur **NICOLI JULIE** dont le siège social est situé **39 Rue Frederic Mistral 91330 YERRES** sous le n° **2016/SAP/823610845**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Essonne qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : **prestataire**.

Les activités déclarées sont les suivantes, **à l'exclusion de toute autre** :

- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile (à l'exclusion des enfants handicapés)
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile*

* à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services comprenant un ensemble d'activités effectuées au domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées **à titre exclusif** (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

La présente déclaration est valable pour une durée illimitée dans le temps (articles L/7232 à L/7232-8 et articles R/7232-18 à R/7232-24 du code du travail) pour les prestations relevant de la « déclaration », exclusivement.

Le récépissé peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Fait à EVRY, le 26 Novembre 2016
P/la préfète et par délégation du DIRECCTE,
P/le directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité départementale
de l'Essonne,
La directrice adjointe du travail,


Véronique CARRE



PREFETE DE L'ESSONNE

Récépissé de déclaration n° 2016/SAP/823898796
d'un organisme de services à la personne

LA FABRIK A DOM
(Société par Actions Simplifiée)
4 Allée de la Grotte
91360 VILLEMORISSON SUR ORGE

enregistrée et formulée conformément à l'article L 7232-1-1 du code du travail

LA PREFETE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du mérite,

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à 13, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu les décrets n° 2011-1132 et 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-070 du 12 septembre 2016, par lequel la Préfète de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France,

Vu l'arrêté n° 2016-098 du 13 septembre 2016 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Marc BENADON, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE,

CONSTATE :

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une **déclaration** d'activités de services à la personne a été déposée auprès de l'unité départementale de l'Essonne de la Direccte d'Ile de France le 26 Novembre 2016 par **la Société par Actions Simplifiée (SAS) LA FABRIK A DOM** dont le siège social est situé **4 Allée de la grotte 91360 VILLEMORISSON SUR ORGE**.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme aux prescriptions du code du travail et le présent récépissé de déclaration d'activités de services à la personne a été enregistré le 26 Novembre 2016 **avec effet au 26 Novembre 2016** au nom de **la Société par Actions Simplifiée (SAS) LA FABRIK A DOM** dont le siège social est situé **4 Allée de la grotte 91360 VILLEMORISSON SUR ORGE** sous le n° 2016/SAP/823898796.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Essonne qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : **prestataire**.

Les activités déclarées sont les suivantes, **à l'exclusion de toute autre** :

- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile (à l'exclusion des enfants handicapés)
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Assistance informatique à domicile
- Soutien scolaire et/ou cours à domicile
- Coordination et délivrance des services à la personne

* à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services comprenant un ensemble d'activités effectuées au domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées **à titre exclusif** (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

La présente déclaration est valable pour une durée illimitée dans le temps (articles L/7232 à L/7232-8 et articles R/7232-18 à R/7232-24 du code du travail) pour les prestations relevant de la « déclaration », exclusivement.

Le récépissé peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Fait à EVRY, le 26 Novembre 2016
P/la préfète et par délégation du DIRECCTE,
P/le directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité départementale
de l'Essonne,
La directrice adjointe du travail,

Véronique CARRE



PREFETE DE L'ESSONNE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI D' ILE-DE-FRANCE
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE L'ESSONNE*

98, Allée des Champs Elysées
91042 EVRY CEDEX

N° SAP492086566

Téléphone : 01 78 05 41 00
idf-ut91.sap@direccte.gouv.fr

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP492086566
N° SIREN 492086566**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'agrément en date du 10 octobre 2011 à l'organisme JARDISERVICE,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-070 du 12 septembre 2016, par lequel la Préfète de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France,

Vu l'arrêté n° 2016-098 du 13 septembre 2016 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Marc BENADON, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE,

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Essonne le 25 novembre 2016 par Monsieur Jonathan RAGOT en qualité de gérant, pour l'organisme JARDISERVICE dont l'établissement principal est situé 11 rue du Haras Erables 2 Résidence du Boqueteau 91240 ST MICHEL SUR ORGE et enregistré sous le N° SAP492086566 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration

- Petits travaux de jardinage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article

R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Evry, le 29 novembre 2016

P/ la Préfète et par délégation du DIRECCTE
P/ le Directeur Régional Adjoint, Responsable
de l'Unité Départementale de l'Essonne
La directrice adjointe du travail,

Véronique CARRE

PREFETE DE L'ESSONNE

**Récépissé de déclaration n° 2016/SAP/823641204
d'un organisme de services à la personne**

**NIZON MORGANE (Micro-entrepreneur)
20 SQUARE DU GROS NOYER
91070 BONDOUFLE**

enregistrée et formulée conformément à l'article L 7232-1-1 du code du travail

LA PREFETE DE L'ESSONNE

**Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du mérite,**

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à 13, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu les décrets n° 2011-1132 et 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-070 du 12 septembre 2016, par lequel la Préfète de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France,

Vu l'arrêté n° 2016-098 du 13 septembre 2016 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Marc BENADON, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE,

CONSTATE :

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une **déclaration** d'activités de services à la personne a été déposée auprès de l'unité départementale de l'Essonne de la Direccte d'Ile de France le 22 Novembre 2016 par le **micro-entrepreneur NIZON MORGANE** dont le siège social est situé **20 Square du Gros Noyer 91070 BONDOUFLE**.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme aux prescriptions du code du travail et le présent récépissé de déclaration d'activités de services à la personne a été enregistré le 22 Novembre 2016 **avec effet au 22 Novembre 2016** au nom du **micro-entrepreneur NIZON MORGANE** dont le siège social est situé à **20 Square du Gros Noyer 91070 BONDOUFLE** sous le n° **2016/SAP/823641204**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Essonne qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : **prestataire**.

Les activités déclarées sont les suivantes, **à l'exclusion de toute autre** :

- Soutien scolaire et/ou cours à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées **à titre exclusif** (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

La présente déclaration est valable pour une durée illimitée dans le temps (articles L/7232 à L/7232-8 et articles R/7232-18 à R/7232-24 du code du travail) pour les prestations relevant de la « déclaration », exclusivement.

Le récépissé peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Fait à EVRY, le 22 Novembre 2016
P/la préfète et par délégation du DIRECCTE,
P/le directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité départementale
de l'Essonne,
La directrice adjointe du travail,


Véronique CARRE



PREFETE DE L'ESSONNE

Récépissé de déclaration n° 2016/SAP/520970005
d'un organisme de services à la personne

AOUNI MAGNE OUASSILA (Micro-Entrepreneur)
13 Place aux herbes
91170 VIRY CHÂTILLON

enregistrée et formulée conformément à l'article L 7232-1-1 du code du travail

LA PREFETE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du mérite,

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à 13, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu les décrets n° 2011-1132 et 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-070 du 12 septembre 2016, par lequel la Préfète de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France,

Vu l'arrêté n° 2016-098 du 13 septembre 2016 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Marc BENADON, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE,

CONSTATE :

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une **déclaration** d'activités de services à la personne a été déposée auprès de l'unité départementale de l'Essonne de la Direccte d'Ile de France le 29 Septembre 2016 par le **micro-entrepreneur AOUNI MAGNE OUASSILA** dont le siège social est situé **13 Place aux herbes 91170 VIRY CHÂTILLON**.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme aux prescriptions du code du travail et le présent récépissé de déclaration d'activités de services à la personne a été enregistré le 25 Novembre 2016 **avec effet au 29 Septembre 2016** au nom du **micro-entrepreneur AOUNI MAGNE OUASSILA** dont le siège social est situé **13 Place aux herbes 91170 VIRY CHÂTILLON** sous le n° **2016/SAP/520970005**.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Essonne qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : **prestataire**.

Les activités déclarées sont les suivantes, **à l'exclusion de toute autre** :

- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses),
- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile (à l'exclusion des enfants handicapés),
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile.

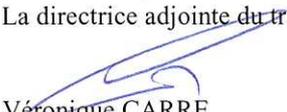
Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées **à titre exclusif** (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

La présente déclaration est valable pour une durée illimitée dans le temps (articles L/7232 à L/7232-8 et articles R/7232-18 à R/7232-24 du code du travail) pour les prestations relevant de la « déclaration », exclusivement.

Le récépissé peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Fait à EVRY, le 25 Novembre 2016
P/la préfète et par délégation du DIRECCTE,
P/le directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité départementale
de l'Essonne,
La directrice adjointe du travail,


Véronique CARRE

PREFETE DE L'ESSONNE

Récépissé de déclaration n° 2016/SAP/822982468
d'un organisme de services à la personne

TANNE YVES (Micro-entrepreneur)
« LES JARDINS D'YVES VERTS »
24 Rue du gué
91490 DANNEMOIS

enregistrée et formulée conformément à l'article L 7232-1-1 du code du travail

LA PREFETE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du mérite,

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu le code du travail et notamment les articles L.7232-1, R.7232-1 à 13, D.7231-2 et D.7233-1,

Vu les décrets n° 2011-1132 et 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-070 du 12 septembre 2016, par lequel la Préfète de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France,

Vu l'arrêté n° 2016-098 du 13 septembre 2016 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Marc BENADON, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE,

CONSTATE :

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une **déclaration** d'activités de services à la personne a été déposée auprès de l'unité départementale de l'Essonne de la Direccte d'Ile de France le 22 Novembre 2016 par **le micro-entrepreneur TANNE YVES « LES JARDINS D'YVES VERTS »** dont le siège social est situé **24 Rue du Gué 91490 DANNEMOIS**.

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme aux prescriptions du code du travail et le présent récépissé de déclaration d'activités de services à la personne a été enregistré le 22 Novembre **avec effet au 22 Novembre 2016** au nom du **micro-entrepreneur TANNE YVES « LES JARDINS D'YVES VERTS »** dont le siège social est situé **24 Rue du Gué 91490 DANNEMOIS** sous le n° 2016/SAP/822982468.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale de l'Essonne qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : **prestataire**.

Les activités déclarées sont les suivantes, **à l'exclusion de toute autre** :

- Petits travaux de jardinage,
- Travaux de petit bricolage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées **à titre exclusif** (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

La présente déclaration est valable pour une durée illimitée dans le temps (articles L/7232 à L/7232-8 et articles R/7232-18 à R/7232-24 du code du travail) pour les prestations relevant de la « déclaration », exclusivement.

Le récépissé peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Fait à EVRY, le 22 Novembre 2016
P/la préfète et par délégation du DIRECCTE,
P/le directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité départementale
de l'Essonne,
La directrice adjointe du travail,


Véronique CARRE



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

**n° 2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/884 du 25 novembre 2016
portant imposition à la SARL IMMOBILIERE MENELAS de prescriptions complémentaires
pour la gestion de la source de pollution localisée autour de l'ancienne station-service exploitée
au sein des installations situées 6 Avenue de l'Océanie aux ULIS (91940)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, L. 511-1, R.512-31 et R.512-39-4,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU le récépissé de déclaration délivré le 2 octobre 1990 à la société PRODIM PARIS EST pour l'exploitation aux ULIS – Avenue de l'Océanie – ZI de Courtaboeuf, des activités suivantes :

- n°261 bis (D) : installation de distribution de carburant (dépôt de 40 m³ de GO)
- n°183 ter (A avec BA) : entrepôt couvert d'un volume global de 174 326 m³,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 8 juin 2000 à la société LOGIDIS pour la reprise de l'exploitation des activités susvisées et actualisées comme suit :

- n°1434-1-b (D) : installation de distribution de liquides inflammables (dépôt de 40 m³ de GO)
- n°1510-1 (A avec BA) : entrepôt couvert d'un volume global de 174 326 m³ et plus de 500 tonnes de matières combustibles,

VU l'arrêté préfectoral n°2003.PREF.DCL/0120 du 16 avril 2003 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société LOGIDIS pour exploiter 6 avenue de l'Océanie, ZI de Courtaboeuf aux ULIS les activités suivantes :

- n°1510-1 (A avec BA) : entrepôt couvert d'un volume global de 146 000 m³ et 4975 tonnes de matières combustibles
- n°2925 (D) : ateliers de charge d'accumulateurs,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 2 décembre 2008 à l'entreprise SARL IMMOBILIERE MENELAS pour la reprise de l'exploitation des installations susvisées,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 septembre 2016, proposant une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

VU l'avis favorable émis par le CODERST dans sa séance du 22 septembre 2016,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires notifié le 29 septembre 2016 à la SARL IMMOBILIERE MENELAS,

VU l'absence d'observation écrite de l'exploitant sur ce projet dans le délai imparti,

CONSIDERANT les analyses de sol fournies par l'exploitant,

CONSIDERANT que ces analyses mettent en évidence une source de pollution au niveau d'un ancien poste de distribution de gasoil,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas retiré cette source de pollution bien que les concentrations soient élevées,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'imposer à la SARL IMMOBILIERE MENELAS des prescriptions complémentaires pour la gestion de cette source de pollution,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : MISE EN OEUVRE DE MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La SARL IMMOBILIERE MENELAS, dont le siège social est situé 7 rue de l'Amiral d'Estaing 75116 PARIS, est tenue en tant qu'exploitant des installations situées 6 Avenue de l'Océanie ZI de Courtaboeuf 91940 LES ULIS, de mettre en œuvre des mesures de traitement de la source de pollution identifiée dans le rapport du 10 juin 2016 autour de l'ancienne station de distribution de gasoil et de la cuve associée. L'exploitant transmet à l'inspection les documents justifiant de la bonne réalisation de cette opération. Il peut s'agir notamment des justificatifs d'élimination des terres excavées, des équipements démantelés et des mesures de concentration en bords et fonds de fouille.

L'exploitant dispose d'un délai de **quatre mois à compter de la notification du présent arrêté** pour réaliser ces opérations et transmettre les justificatifs demandés.

ARTICLE 2 : PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté est adressé par la préfecture à la mairie de la commune d'implantation de l'installation pour y être affiché pendant une durée minimum d'un mois, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place une copie de cet arrêté. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé à Madame la Préfète de l'Essonne, bureau des enquêtes publiques, des activités foncières et industrielles.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible sur les lieux de l'installation par les soins de l'exploitant. Il sera également publié sur le site internet des services de l'Etat dans l'Essonne.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins de la préfète et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue de courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

Le maire des Ulis,

L'exploitant, la SARL IMMOBILIERE MENELAS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Madame la Sous-Préfète de PALAISEAU.

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général



David PHILOT



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

**n°2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/893 du 28 novembre 2016
portant imposition à la société POLYGONE BSO de prescriptions complémentaires
pour l'exploitation de ses installations situées 9 Rue du Poitou ZAC Maison Neuve
à BRÉTIGNY-SUR-ORGE (91220)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, L. 511-1 et R.512-46-22,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 du préfet de région d'Île-de-France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma Directeur D'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures pour la période 2016-2021,

VU l'arrêté inter préfectoral n°2014-DDT-SE-275bis du 02 juillet 2014 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux révisé du Bassin Orge-Yvette (SAGE Orge-Yvette),

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « ateliers de charges d'accumulateurs »,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-PREF.DCL/0134 du 17 avril 2002 délivré à la société HIGTECH 9, dont le siège social est situé 282, boulevard Voltaire à PARIS (75012), pour l'exercice, ZAC Maison Neuve, rue du Poitou à BRÉTIGNY-SUR-ORGE, des activités suivantes :

- **n°1510-1 (A)** : entrepôt couvert pour le stockage de matières combustibles – 4 cellules de stockage d'un volume total = 154 290 m³, la quantité de matières combustibles pouvant être stockées = 12 000 tonnes,
- **n°2925 (D)** : atelier de charge d'accumulateurs – 1 local de charge d'une puissance totale supérieure à 10 kW,
- **n°2910 (NC)** : installation de combustion – 1 chaudière au gaz naturel d'une puissance inférieure à 2 MW,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 18 février 2003 délivré à la société MORY YEAM LOGISTICS 77 pour la reprise des activités susvisées,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 16 novembre 2011 délivré à la société PARIS SUD BRETIGNY pour la reprise des activités susvisées,

VU la mise à jour administrative du 16 novembre 2011 de la société PARIS SUD BRETIGNY pour ses installations situées ZAC Maisonneuve, rue du Poitou à BRÉTIGNY-SUR-ORGE et visant les activités suivantes:

- **n°1510-2 (E avec bénéfice de l'antériorité)** : entrepôt couvert pour le stockage de matières combustibles – 4 cellules de stockage d'un volume total = 154 290 m³, la quantité de matières combustibles pouvant être stockées = 12 000 tonnes,
- **n°2925 (NC)** : atelier de charge d'accumulateurs – pas d'activité dans le local de charge,
- **n°2910 (NC)** : installation de combustion – 2 chaudières au gaz naturel d'une puissance totale cumulée de 1,28MW,

VU le courrier du 2 janvier 2014 de la société CORIO pour le compte de la société PARIS SUD BRETIGNY demandant l'aménagement des prescriptions des articles 2.4 et 3.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-PREF/DCL 0134 du 17 avril 2002 susvisé,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 24 juillet 2014 délivré à la société POLYGONE BSO pour la reprise des activités susvisées,

VU le courrier du 23 septembre 2014 de la société POLYGONE BSO décrivant les dispositifs d'isolement des réseaux de collecte des eaux de ruissellement et fournissant le volume selon la hauteur au faîtage du bâtiment,

VU le dossier de porter à connaissance du 2 février 2016 pour l'exploitation d'un atelier de charge d'une puissance de 110kW et demandant certaines dérogations,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 novembre 2016, proposant une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

VU l'avis favorable émis par le CODERST dans sa séance du 17 novembre 2016,

CONSIDERANT que la société POLYGONE BSO a confirmé la demande de dérogations de la société CORIO déposée pour le compte de la société PARIS SUD BRETIGNY,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'imposer à la Société POLYGONE BSO des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations,

APRÈS communication à la société POLYGONE BSO du projet d'arrêté portant imposition de prescriptions complémentaires,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société POLYGONE BSO, dont le siège social est situé ZAC Maisonneuve, rue du Poitou à BRETIGNY-SUR-ORGE, est autorisée à poursuivre les activités visées à l'article 2 du présent arrêté sur son site ZAC Maisonneuve, rue du Poitou à BRÉTIGNY-SUR-ORGE, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Activités

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. 2. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³	4 cellules de stockage Volume total = 183 524 m ³ Quantité de matières combustibles pouvant être stockée = 12 000 tonnes	1510-2 (E avec le bénéfice de l'antériorité)
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A-Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW	2 chaudières au gaz naturel d'une puissance totale cumulée = 1,28 MW	2910-A (NC)
Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale de 110kW	2925 (D)

Les dispositions du présent article actualisent le classement des activités mentionnées à l'article 2 du titre 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-PREF/DCL 0134 du 17 avril 2002.

Le présent arrêté préfectoral vaut récépissé de déclaration au titre de la rubrique 2925 mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Isolement du site

Le présent article annule et remplace l'article 3.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-PREF/DCL 0134 du 17 avril 2002.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. La capacité minimale de confinement est de 1300 m³.

Le réseau de collecte des eaux pluviales et d'incendie est équipé de deux pompes de relevage qui sont arrêtées en cas d'incident.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Les dispositifs d'isolement sont signalés, actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande afin de réduire les temps d'intervention. Au moins un bouton d'arrêt d'urgence permet l'arrêt de l'ensemble des pompes de relevage du site. L'entretien et le fonctionnement de ces dispositifs sont définis par consignes.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet. Les rejets respectent les valeurs limites suivantes :

- matières en suspension : 35 mg/l ;
- DCO : 125 mg/l ;
- DBO5 : 30 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures : 10 mg/l.

ARTICLE 4 : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Le présent article complète l'article 2.4 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2002-PREF/DCL 0134 du 17 avril 2002.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Ces dispositifs sont munis d'un obturateur automatique. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

ARTICLE 5 : Dispositions constructives de l'atelier de charge d'accumulateurs

Les installations respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 tant que ces dernières ne sont pas contraires aux dispositions du présent article.

Le local de charge respecte les dispositions suivantes :

- les murs du local de charge donnant sur l'extérieur sont pare-flamme 2h,
- la toiture du local de charge est T30/1,
- le local de charge est protégé par un système de sprinklage.

ARTICLE 6 : Un extrait du présent arrêté est adressé par la préfecture à la mairie de la commune d'implantation de l'installation pour y être affiché pendant une durée minimum d'un mois, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place une copie de cet arrêté. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé à Madame la Préfète de l'Essonne, bureau des enquêtes publiques, des activités foncières et industrielles.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible sur les lieux de l'installation par les soins de l'exploitant. Il sera également publié sur le site internet des services de l'Etat dans l'Essonne.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins de la préfète et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

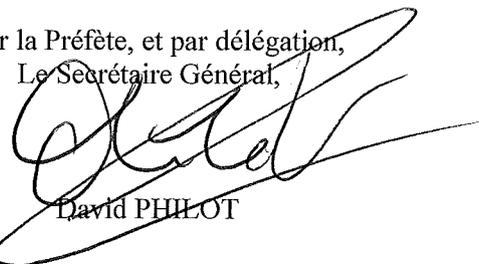
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue de courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
Le maire de Brétigny-sur-Orge ,
L'exploitant, la société POLYGONE BSO,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Madame la Sous-Préfète de PALAISEAU.

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Philot', is written over the text 'Le Secrétaire Général,'. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

David PHILOT



PRÉFET DE L'ESSONNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

**n°2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/886 du 25 novembre 2016
portant imposition à la Société EAST BALT FRANCE (ESB) de prescriptions complémentaires
pour l'exploitation de ses installations situées 22 rue Condorcet ZI des Radars - square Steve Calvert
à FLEURY-MÉROGIS**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, L. 511-1 et R.512-31 ,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2001-PREF-DCL-0172 du 10 mai 2001 portant autorisation d'exploitation d'une installation classée à la société EAST BALT FRANCE - Z.I. Des Radars – Square Steve Calvert – 22, rue Condorcet - FLEURY MEROGIS (91700)

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010 PREF.DCI/2 BE0111 du 30 juin 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 10 mai 2001,

VU l'arrêté préfectoral n°2010.PREF.DRIEE/0053 du 23 décembre 2010 pour la surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 actualisant les prescriptions de fonctionnement de l'établissement exploité par la société EAST BALT FRANCE,

VU le porter à connaissance en date du 25 juillet 2016,

VU les constats de la visite du 15 septembre 2016,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 octobre 2016, proposant une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 20 octobre 2016,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires notifié le 28 octobre 2016 à la Société EAST BALT FRANCE,

VU l'absence d'observations dans le délai imparti,

CONSIDÉRANT les éléments présentés par la société EAST BALT FRANCE lors de la séance du CODERST,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'imposer à la Société EAST BALT FRANCE des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société EAST BALT FRANCE dont le siège social est situé au 22 rue Condorcet- ZI des Radars-square Steve Calvert à Fleury-Merogis est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 10 mai 2001, 30 juin 2010 et 23 novembre 2015 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de FLEURY MEROGIS, au 22 rue Condorcet- ZI des Radars- square Steve Calvert à Fleury-Merogis, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 :

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Rubrique	AS, A,E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
2220-1	E	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes B. Autres installations que celles visées au A Autres installations : a) Supérieure à 10 t/ j	La quantité de produits entrant est de 95 t/j La capacité de production est de 142 t/j
4802-2-a	DC avec BA	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	2 circuits séparés avec 2 refroidisseurs R134 A 4*81 kg cumul : 324 kg

Rubrique	AS, A,E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
1511-3	DC avec BA	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 5000 m ³ mais inférieur à 50000 m ³ .	Présence de deux congélateurs (958 et 5831), un réfrigérateur (15), un conteneur frigorifique (58) volume cumulé : 6862 m ³
2663-2-c	D	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : c) Supérieur ou égal à 1000 m ³ mais inférieur à 10000 m ³ .	Paniers de films d'emballage volume de stockage : 3800 m ³
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 (seuil du régime de la déclaration : Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t)	3 t d'éthanol dans le nouvel atelier de conditionnement
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : (seuil du régime de la déclaration : Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW)	2 chaudières de 763 kW cumul : 1526 KW
1510	NC	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : (seuil du régime de la déclaration : supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³)	volume cumulé : 9500 m ³ (moins de 500 t de matières combustibles) comprenant les salles ingrédients L1 et L2, le stockage en salle mezzanine (ex local machine à laver L2), 1 salle pain frais, conversion des 2/3 du congélateur 1= salle frais Nord N1, salle frais Nord N2

Rubrique	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
1532	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : <i>(seuil du régime de la déclaration : Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³)</i>	Stockage de palettes 560 m ³
2160-2	NC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : <i>(seuil du régime de la déclaration : si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³)</i>	5 silos de farine et 1 de sucre volume cumulé : 473 m ³
2221-B	NC	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. B. Autres installations que celles visées au A, la quantité de produits entrant étant : <i>(seuil de la déclaration : supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 2 t/j)</i>	Produits entrants : 340 kg/j (bacon, lardons)
2925	NC	Atelier de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Atelier de charge puissance : 24,2 kW
2795	NC car installation connexe	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux	Machine à laver de paniers (consommation 19 m ³ /j)

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE), NC : non classé
Unités du Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 3 :

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.2.1 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé notamment de la façon suivante :

- 3 salles de stockage tampon de pain frais,
- des bureaux et locaux administratifs,
- 5 silos de farine, 1 silo de sucre et 2 silos de matière grasse végétale, 2 cuves de levure liquide
- 2 quais de réception à ingrédients,
- des salles de stockages des ingrédients et de matériel,

- 2 salles de fermentation,
- 2 étuves,
- 2 fours,
- 3 zones d'emballage,
- 2 congélateurs,
- 1 salle de lavage des paniers munie d'un quai de réception (plate-forme tampon de stockage de paniers vides),
- 2 quais de déchargement, 2 quais d'expédition de produits finis,
- une zone de stockage de produits finis de 300 m² et 1 quai de réception/expédition
- un local de conditionnement de produits finis,
- 1 quai de réception,
- un laboratoire,
- un atelier de maintenance,
- des salles de tamisage,
- un local chaufferie,
- un local de charge des batteries,
- un stockage d'éthanol au niveau de la nouvelle ligne de conditionnement en cubitainers de 1 m³,
- une zone extérieure excentrée pour le stockage de paniers vides,
- une zone pour le stockage des palettes,
- oxydeur thermique régénératif (RTO),
- Mezzanine des compresseurs d'air comprimé
- Installations de production d'eau glacée fonctionnant au R404a: 2 installations Bitzers
- Nouvelle installation de production de froid, en extérieur, fonctionnant au R134a/CO2

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation sur site à la fin d'exploitation reste inférieure à 23 592 m². »

ARTICLE 4 :

L'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.2.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé au minimum hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Réseau d'eau AEP	46 000

»

ARTICLE 5 :

L'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.4.5 : Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 et 2	N°3 en semaine	N°3 le week-end
Nature des effluents	EP+EPsp	EU	EU
Débit maximal journalier (m ³ /j)	/	65	85
Débit maximum horaire (m ³ /h)	/	2,5	4
Exutoire du rejet	Réseau séparatif de la zone	Réseau séparatif de la zone	Réseau séparatif de la zone
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Etangs de Viry Châtillon	Station d'épuration de Valenton puis la Seine	Station d'épuration de Valenton puis la Seine
Traitement	3 Séparateurs à hydrocarbures [2 de 4 m ³ (15l/s) et un de 12 m ³ (45l/s)]	Dégraissage via 3 bacs (7, 3 et 4 m ³) puis Décantation par un bac de 10 m ³	Dégraissage via 3 bacs (7, 3 et 4 m ³) puis Décantation par un bac de 10 m ³
Conditions de raccordement	/	Autorisation de déversement	Autorisation de déversement

»

ARTICLE 6 :

L'article 4.4.9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.4.9.1 : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètre	Rejet n°3		
	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier semaine (Kg/j)	Flux maximal journalier week-end (Kg/j)
MES	600	40	45
DCO	2000	140	160
DBO5	800	55	65
Azote global	50	5	5
Phosphore total	10	2	2
Indice hydrocarbures	5	0,5	0,5

»

ARTICLE 7 :

L'article 4.4.12 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.4.12 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 et 2

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	100
DCO	300
DBO5	100
Azote global	30
Phosphore total	10
Indice hydrocarbures	5

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 20 414 m².

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 1 l/s/ha. ».

ARTICLE 8 :

L'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.2.1 : Comportement au feu

Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes:

- portes coupe-feu de degré 2 h au niveau de la salle des compacteurs, atelier de charge, portes des congélateurs et du cool-dock, portes donnant sur la société LRS, portes donnant de la salle de production à la chaufferie,
- murs coupe feu listés ci-après

Porte ou mur coupe-feu	Degré coupe-feu
Porte salle compacteurs	2H
Porte de l'atelier de charge de batteries	2H
Porte de congélateurs donnant sur MB	2H
Porte de la chaufferie donnant sur la production	2H
Porte de la salle pains frais donnant sur MB	2H
Porte salle pains frais donnant sur boulangerie	1H
Porte salle machine à laver L1 donnant sur MB	2H
Mur de séparation d'EBF, au sud, et MB	1H
Mur séparant la production et les locaux du RDC et étage	1H
Porte ou mur coupe-feu	Degré coupe-feu
Mur séparant la nouvelle zone de stockage de produits finis et la boulangerie	2H
Tous les blocs portes situés sur le mur entre les locaux et la fabrication au RDC	1H
Tous les châssis fixes de l'étage et du RDC seront traités pare flamme	1H

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs ou sont aménagées afin de présenter un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ».

ARTICLE 9:

L'article 8.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.5 : Désenfumage

Les locaux ingrédients lignes 1 et 2 (locaux BK1 e BK2), la nouvelle zone de stockage de produits finis ainsi que la salle pain frais sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de ces exutoires n'est pas inférieure à 0,5 % de la surface au sol du local. Ces exutoires sont complétés par d'autres éléments en toiture permettant l'évacuation des fumées (matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur, gânes d'aération...) pour atteindre 2 % de la surface de la toiture.

Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 4 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires doit être facilement accessible depuis les issues de secours ».

ARTICLE 10:

L'article 8.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

L'exploitant dispose d'un volume de confinement d'une capacité de 1200 m³ minimum constitué via notamment les réseaux et capacités enterrées, les quais et différentes zones situées au niveau des voiries et parkings. Le volume de confinement étant commun aux sociétés EAST BALT FRANCE et MARTIN BROWER, une convention est établie entre les deux entreprises.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées si les eaux ne répondent pas aux critères de qualité visés à l'article 4.4.12 ».

ARTICLE 11:

L'article 9.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/861 du 23 novembre 2015 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 9.3 : Dispositions particulières applicables à la rubrique 2663

Les stockages à l'extérieur des locaux, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres excepté pour le stockage extérieur lié aux installations de lavage. Ils ne doivent pas empêcher l'accès des autres installations aux services d'incendie et de secours. Une distance d'éloignement de ces stockages d'au moins 5 m des limites de propriété doit être assurée en permanence

Les stockages relevant de la rubrique 2663, placés à l'extérieur sont limités à 2500 m³ dont 450 au niveau d'une plate-forme tampon implantée à proximité immédiate des installations de lavage.

Les stockages intérieur (pour les deux stocks les plus importants) sont aménagés de la manière suivante :

- salle machine à laver L1 (stockage temporaire avant envoi sur la ligne de production n°1) : 310 m³
- films d'emballage (mezzanine réaménagée du local machine à laver L2) : 820 m³

La hauteur des stockages (intérieur et extérieur) est limitée à 2 mètres ».

ARTICLE 12 :

Un extrait du présent arrêté est adressé par la préfecture à la mairie de la commune d'implantation de l'installation pour y être affiché pendant une durée minimum d'un mois, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place une copie de cet arrêté. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé à Madame la Préfète de l'Essonne, bureau des enquêtes publiques, des activités foncières et industrielles.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible sur les lieux de l'installation par les soins de l'exploitant. Il sera également publié sur le site internet des services de l'État dans l'Essonne.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins de la préfète et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 13 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue de courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrant de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 14 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

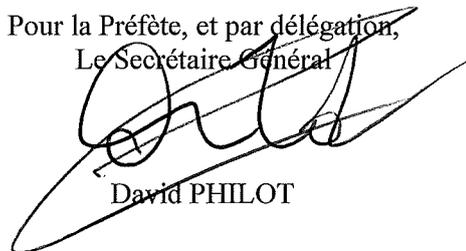
Les Inspecteurs de l'environnement,

Le maire de FLEURY-MEROGIS,

L'exploitant, la Société EAST BALT FRANCE (ESB),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne ;

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général



David PHILOT



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

**n°2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/887 du 25 novembre 2016
portant imposition de prescriptions spéciales à la Société CARREFOUR STATIONS-SERVICE
pour l'exploitation de ses installations situées Avenue de Bonnevaux à ETAMPES**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, L.511-1 et R.512-52,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 du Préfet de région d'Ile-de-France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures pour la période 2010-2015,

VU l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 du Préfet de région d'Ile-de-France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures pour la période 2016-2021,

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-PREF-DCI3/BE0101 du 9 juin 2006 approuvant le Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE) sur le bassin versant Orge-Yvette,

VU l'arrêté préfectoral n°96.3406 du 2 août 1996 autorisant la Société CARREFOUR dont le siège social est situé ZAE Saint Guénault, BP 75, 91002 Evry Cedex, à exploiter avenue Bonnevaux à Etampes, les activités suivantes :

- n°1434-1.a (A) : Installations de distribution de liquides inflammables (débit maximum équivalent : 31,2m³/h),
- n°253 (D) : Dépôt de liquides inflammables
4 cuves enterrées, double enveloppe : 100m³, 80m³, 60m³, 60m³

VU l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,

VU l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement,

VU la mise à jour administrative du 18 octobre 2012 pour le site sis avenue de Bonnevaux à Etampes des activités suivantes :

- n°1435-2 (E avec bénéfice de l'antériorité) : Station-service pour un volume annuel équivalent distribué de 5172m³
- n°1432-2.b (DC avec bénéfice de l'antériorité) : Stockage de liquides en 4 cuves enterrées double-enveloppes avec système de détection de fuite : 1 cuve de 60m³ de liquides inflammables de catégorie C, 1 cuve compartimentée de 60m³ de liquides inflammables de catégorie B, 1 cuve compartimentée de 80m³ comportant 50m³ de catégorie C et 30m³ de catégorie B, 1 cuve compartimentée de 100m³ contenant des liquides inflammables de catégorie B.

VU le dossier de porter à connaissance déposé le 17 décembre 2014 par la société CARREFOUR pour le compte de la société CARREFOUR STATIONS SERVICE et visant la modification des installations visées par l'arrêté n°96.3406 du 2 août 1996,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°PREF.DRIEE.2016-0013 délivré le 1^{er} mars 2016 à la société CARREFOUR STATIONS SERVICE dont le siège social est situé Route de Paris à Mondeville pour les activités précédemment exercée par la société CARREFOUR,

VU le diagnostic environnemental du 22 mai 2014, le rapport de suivi environnemental des travaux du 22 mai 2015, le rapport de pose de piézomètres du 29 mai 2015, les rapports d'investigations complémentaires des 11 août et 27 octobre 2015,

VU la circulaire du 8 février 2007 relative aux installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués,

VU la demande de bénéfice d'antériorité du 12 mai 2016,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 septembre 2016, proposant une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

VU l'avis favorable émis par le CODERST dans sa séance du 20 octobre 2016,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions spéciales notifié le 28 octobre 2016 à la Société CARREFOUR STATIONS SERVICE,

CONSIDERANT que le dossier de porter à connaissance en date du 17 décembre 2014 modifie notablement les installations,

CONSIDERANT que l'exploitant s'est engagé à respecter les arrêtés ministériels applicables à la date du dépôt,

CONSIDERANT que les installations mises en place dans le cadre du dossier du 17 décembre 2014 sont des installations nouvelles au sens des arrêtés ministériels applicables à cette date,

CONSIDERANT la demande de bénéfice d'antériorité du 12 mai 2016 suite au décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour l'environnement,

CONSIDERANT les préconisations des rapports relatifs au suivi environnemental susvisé,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'imposer à la Société CARREFOUR STATIONS-SERVICE des prescriptions spéciales pour l'exploitation de ses installations sises à Etampes,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : SITUATION ADMINISTRATIVE

L'arrêté préfectoral n°96.3406 du 2 août 1996 est abrogé à la date de mise en service des installations figurant au dossier du 17 décembre 2014.

ARTICLE 2 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime*
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume annuel distribué d'environ : 8570 m ³ au total	1435-2 Avec le bénéfice d'antériorité	DC
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	3 cuves enterrées double enveloppe avec système de détection de fuite : <ul style="list-style-type: none">• une cuve compartimentée de 100m³ de GO,• une cuve compartimentée de 50m³ de SP95, 30m³ d'E10 et 20m³ d'E85,• une cuve compartimentée de 50m³ de GO, 30m³ de SP98 et 20m³ servant à une rétention d'eau Soit un stockage d'environ 100,75t d'essence et 227,7t de produits pétroliers au total	4734-1.c Avec le bénéfice d'antériorité	DC

*A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration soumis à contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

Le site stocke moins de 2,5 tonnes de bouteilles de gaz. La zone de stockage est localisée à au moins 6 mètres des appareils de distribution.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations mentionnées au présent article.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS APPLICABLES

Les installations respectent les dispositions des arrêtés suivant :

- arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n^{os} 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 à l'exception de l'article 4.3, les moyens de défense contre l'incendie faisant l'objet de l'article du présent arrêté,
- arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n^o 1435 à l'exception de l'article 4.2, les moyens de défense contre l'incendie faisant l'objet de l'article du présent arrêté,
- arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n^o 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n^o 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les installations faisant l'objet du dossier du 17 décembre 2014 respectent les arrêtés ministériels présentés aux alinéas 2 à 4 du présent article selon les dispositions applicables aux installations nouvelles.

ARTICLE 4 : MOYENS DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- d'un appareil d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Cet appareil est alimenté par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 m³/heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;
- d'une réserve d'eau incendie de 260m³. Cette réserve est constituée par les anciennes cuves R1 à R3,
- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu ; des dispositifs automatiques d'extinction protègent les installations de distribution. Une commande de mise en œuvre manuelle

d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. La compatibilité aux opérations d'extinction de l'eau contenue dans les cuves mentionnées à l'alinéa 3 du présent article est vérifiée chaque année.

Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

ARTICLE 5 : PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations respectent les dispositions de la section 3 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

ARTICLE 6 : REGISTRE DÉCHET

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ses déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

L'exploitant conserve une copie des bordereaux de suivi de déchets dangereux pendant cinq ans.

Un bordereau de suivi de déchet dangereux est émis pour toute opération d'entretien du ou des séparateurs d'hydrocarbures aboutissant à un pompage de l'eau ou des boues contenus dans ce séparateur. Le code déchet utilisé est conforme à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE PÉRIODIQUE

Le premier contrôle périodique a lieu avant le 1^{er} juin 2020.

La périodicité de ce contrôle est de cinq ans maximum.

ARTICLE 8 : GESTION DE LA POLLUTION

ARTICLE 8-1 : GÉNÉRALITÉS

L'exploitant suit les recommandations formulées dans le cadre des dossiers de suivi environnemental du site. Le schéma conceptuel et l'état d'interprétation des milieux au sens de la circulaire du 8 février 2007 sont mis à jour à l'issue des travaux visés par le dossier du 17 décembre 2014 et, le cas échéant, à chaque modification notable des installations.

ARTICLE 8-2 : PLAN DE GESTION

Conformément aux recommandations des rapports de surveillance des eaux souterraines de février et mai 2016, l'exploitant réalise un plan de gestion conforme à la circulaire du 8 février 2007. Il précise les mesures à mettre en œuvre sur site et hors site afin de rétablir la compatibilité des usages.

L'étendue de la pollution est clairement définie et un plan caractérisant cette étendue est réalisé. Le numéro des parcelles cadastrales impactées par une pollution des sols est précisé.

Il est retenu en priorité :

- les mesures qui permettent l'élimination des pollutions compte tenu des techniques disponibles et de leurs coûts,
- puis, si les mesures précédentes sont techniquement ou économiquement inacceptables, celles qui conduisent à supprimer de façon pérenne les possibilités de contact entre les pollutions (terres, vapeurs...) et les personnes ainsi que leur migration dans la nappe phréatique.

Le plan de gestion est transmis à l'inspection pour validation dans les deux mois suivant la date de notification du présent arrêté. L'exploitant précise, lors de cette transmission, vers quels choix techniques et/ou organisationnels il souhaite s'orienter.

Le plan de gestion est mis à jour en cas de modification d'affectation des sols et/ou en cas de travaux visés par l'article .

ARTICLE 8-3 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

1°) Une surveillance de la qualité des eaux souterraines via le réseau de piézomètres implantés sur et hors site est réalisée.

2°) Le réseau de piézomètres est constitué par douze piézomètres selon le plan figurant en annexe. La définition du nombre de piézomètres et de leur implantation peut être revue à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique et après avis de l'inspection des installations classées.

3°) Cette surveillance porte au minimum sur les paramètres suivants :

- hydrocarbures totaux (HCT)
- benzène / éthylbenzène / toluène / xylène (BTEX)
- hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP)

Le sens d'écoulement de la nappe doit être clairement déterminé à chaque campagne.

Les prélèvements sont réalisés par un organisme accrédité suivant les normes en vigueur, à défaut suivant des méthodes reconnues. Ils sont effectués en partie haute et en partie basse des piézomètres ;

4°) Cette surveillance est réalisée à une fréquence trimestrielle.

5°) Un rapport relatif à chaque campagne de prélèvement est établi et communiqué à la préfète de l'Essonne dans les deux mois suivant l'intervention sur site. Dès que le cadre de surveillance est disponible, cette transmission est opérée sur le site GIDAF. Dans l'attente, les rapports sont transmis par voie de courrier.

6°) Un bilan des résultats de la surveillance est réalisé deux ans après la fin des travaux puis tous les quatre ans. Dans le cadre de ces bilans, il peut être proposé à la préfète de l'Essonne de modifier le programme de surveillance pour l'adapter aux évolutions constatées.

7°) Si un ouvrage de surveillance est détérioré/endommagé, l'exploitant doit en informer la préfète de l'Essonne sans délai et faire part des actions qu'il compte engager avec l'échéancier associé pour que l'ouvrage soit de nouveau opérationnel ou comblé selon les règles de l'art.

8°) Si un nouvel ouvrage (puits, piézomètre) de suivi/traitement interceptant uniquement la nappe superficielle doit être implanté sur site, l'exploitant informe la préfète de l'Essonne 15 jours au minimum avant son implantation.

9°) Si un ouvrage n'a plus d'utilité, il est comblé suivant les règles de l'art en la matière et après avis de l'inspection des installations classées. Un rapport de fin de travaux doit être transmis à la préfète de l'Essonne.

ARTICLE 8-4 : MESURES DE GESTION

L'exploitant met en œuvre les mesures de gestion préconisées au plan de gestion prévu par l'article et validées par l'inspection des installations classées pour l'environnement.

L'exploitant met en œuvre le pompage et le traitement du surnageant relevé au droit des piézomètres PZB et PZG.

ARTICLE 8-5 : FUTURS TRAVAUX

Si des travaux nécessitant des excavations sont à réaliser, l'exploitant retire les impacts résiduels de pollution pouvant être rendus accessibles via ces travaux sous réserve de la faisabilité technique des opérations. Le cas échéant, il justifie auprès de l'inspection des installations classées du maintien de ces impacts résiduels en amont de la réalisation de ces travaux.

Les terres excavées susceptibles d'être polluées sont gérées conformément à la réglementation en vigueur. Notamment, un registre conforme à l'article est réalisé et les bordereaux de suivi de déchets associés sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant informe l'inspection de la date de fin de travaux dans le mois suivant la réception du rapport de fin de travaux.

ARTICLE 8-6 : DOSSIER DE SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE

S'il demeure une pollution résiduelle hors site à l'issue des travaux liés au plan de gestion prévu par l'article, et nécessitant la prescription de mesures de protection au regard de l'usage actuel ou futur, l'exploitant remet un dossier de servitude d'utilité publique conforme à l'article R.515-31-3 du code de l'environnement.

Ce dossier est remis dans un délai n'excédant pas 3 mois suivant la fin des travaux liés au plan de gestion prévu par l'article.

ARTICLE 9 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue de courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

L'exploitant, la Société CARREFOUR STATIONS-SERVICE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'Etampes et à Monsieur le député-maire d'Etampes. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et inséré sur le site internet des services de l'État en Essonne.

Pour la Préfète, et par délégation,

Le Secrétaire Général



David PHILOT





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

**n° 2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/896 du 1^{er} décembre 2016
portant imposition de prescriptions complémentaires à la société TRAPIL pour l'exploitation
de ses installations situées Terminal T13 à ATHIS-MONS**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole**

VU le code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} du livre V,

VU le code de la santé publique,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets,

VU l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434,

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 et publiée au bulletin officiel n° 2010/12 du 10 juillet 2010,

VU l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2013 relatif à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels afin de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°82/948 du 24 mars 1982 autorisant la société TRAPIL, dont le siège social est 7/9 rue des frères Morane à Paris, à exploiter les installations suivantes situées Terminal 13 à Athis-Mons sous le bénéfice d'antériorité à la loi du 19 juillet 1976 :

- 253 (soumise à autorisation) : dépôt aérien de liquides inflammables de 1ère catégorie, la capacité nominale du dépôt étant supérieure à 100m³,
- 261 Bis (soumise à autorisation) : installation de distribution, de remplissage de liquides inflammables de la 1ère catégorie, le débit maximal de l'installation étant supérieur à 20m³/h,

VU la mise à jour administrative du 11 février 2015,

VU l'étude de dangers de mai 2013 de la société TRAPIL pour son site Terminal T13 d'Athis-Mons,

VU les courriers du 13 février 2014 et du 28 novembre 2014 en réponse aux demandes de compléments formulées suite à l'instruction de l'étude de dangers de mai 2013,

VU l'étude de dangers de décembre 2015 de la société TRAPIL pour son site Terminal T13 d'Athis-Mons,

VU la demande formulée le 26 février 2016 par la société TRAPIL, dont le siège social est 7/9 rue des frères Morane à Paris, afin que lui soient appliqués les arrêtés ministériels applicables avant la mise à jour administrative liée au décret n°2014-285 modifiant la nomenclature des installations classées pour l'environnement en lieu et place des arrêtés ministériels applicables à la date de cette mise à jour,

VU la mise à jour administrative du 31 mars 2016,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 août 2016, proposant une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

VU l'avis favorable émis par le CODERST dans sa séance du 22 septembre 2016,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires notifié le 3 octobre 2016 à la société TRAPIL,

VU les observations de l'exploitant,

VU le courriel du 3 octobre 2016 de l'inspection des installations faisant suite à ces observations,

CONSIDERANT la demande de l'exploitant formulée le 26 février 2016 susvisée,

CONSIDERANT l'étude de dangers de décembre 2015 et les courriers du 13 février 2014 et du 28 novembre 2014 susvisés,

CONSIDERANT qu'il convient de cadrer les activités sises Terminal T13 à Athis-Mons exploitées par la société TRAPIL conformément aux engagements de l'exploitant,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article I. Modification des actes antérieurs

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°82/948 du 24 mars 1982 sont supprimées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

Article II. Nature des installations

La société TRAPIL dont le siège social est situé 7-9, rue des Frères Morane 75738 Paris cedex 15 exploite, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, sur le Terminal T13 situé sur le territoire de la commune d'Athis-Mons, les installations suivantes :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Quantité de produits pétroliers présente sur le site en stockage aérien : - 590m ³ dans 2 réservoirs aériens soit 499t à compter du niveau très haut (premier niveau de sécurité) - 10m ³ de lignes (4m ³ en livraison basse pression, 6m ³ en aiguillage haute pression) soit 9t Soit un total de 508t	4734-2b Avec le bénéfice de l'antériorité	E

Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution) 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	Une installation d'un débit de 50 m³/h environ	1434-1b Avec le bénéfice de l'antériorité	DC
---	--	--	----

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

Le site est également doté de deux cuves enterrées permettant le stockage jusqu'à 8m³ de purge soit 7 tonnes de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution.

Article III. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec les installations soumises à enregistrement à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral.

Article IV. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et notamment l'étude de dangers de décembre 2015 et les courriers du 13 février 2014 et du 28 novembre 2014 susvisés. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article V. Modifications et cessation d'activité

V.1. *Porter à connaissance*

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments visés à l'article IV, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations

Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

V.2. *Mise à jour des études d'impact et de dangers*

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-46-23 du code de l'environnement.

V.3. *Équipements abandonnés*

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

V.4. *Transfert sur un autre emplacement*

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'enregistrement ou déclaration.

V.5. *Changement d'exploitant*

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

V.6. *Cessation d'activité*

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Article VI. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Versailles:

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article VII. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement :

Une copie du présent arrêté est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Un extrait du présent arrêté est adressé par la préfecture à la mairie de la commune d'implantation de l'installation pour y être affiché pendant une durée minimum de quatre semaines, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place une copie de cet arrêté. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de l'Essonne, bureau des enquêtes publiques, des activités foncières et industrielles.

Le même extrait est publié sur le site internet des services de l'Etat dans l'Essonne pour une durée identique.
Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible sur les lieux de l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis relatif à cet arrêté est inséré par les soins de la préfète et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article VIII. Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

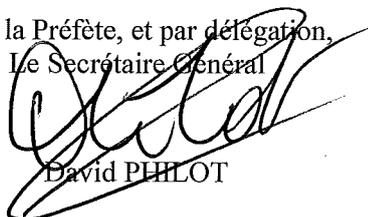
Les inspecteurs de l'environnement,

Le maire d'Athis-Mons,

L'exploitant, la société TRAPIL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant et dont une copie est transmise pour information à Madame la Sous-Préfète de PALAISEAU.

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général



David PHLOT

ANNEXES

à l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/896
du 1^{er} décembre 2016

Annexe 1 : Prescriptions de fonctionnement

Annexe 2 : Schéma d'implantation des piézomètres

TITRE 1 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 1.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

1.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

1.1.2 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

La réception de produits dans les réservoirs et le chargement de liquides inflammables dans les camion-citernes se font en présence sur site du personnel d'exploitation.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre.

1.1.3 Délais d'intervention en cas de détection de fuite

Si le site est télésurveillé il répond aux dispositions suivantes :

- un dispositif d'alerte permet l'intervention d'une personne apte à intervenir et compétente dans un délai maximum de trente minutes suivant le début d'une fuite,
- un système de détection d'incendie est présent et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines. Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente dans un délai inférieur à trente minutes après déclenchement de ce dispositif.

Si le site est gardienné, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme incendie ou une détection de fuite, est effective dans un délai maximum de quinze minutes.

1.1.4 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

1.1.5 Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu, une flamme ou tout équipement susceptible d'être une source d'inflammation, sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ou opérations ayant fait l'objet d'un « permis de feu ».

Cette interdiction est affichée de façon apparente dans les parties concernées et à l'entrée du site.

Dans les parties de l'installation visées à l'article 6.1.1 du présent arrêté, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (notamment emploi d'une flamme ou d'une source chaude) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail », le « permis de feu » s'il y en a un et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail », le « permis de feu », le cas échéant, et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées, sans préjudice des dispositions prévues par le code du travail.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

1.1.6 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

L'exploitant met en place un programme d'inspection périodique des équipements comme les tuyauteries et leurs accessoires (y compris les flexibles et les bras articulés), les pompes et les rétentions ainsi que des dispositifs techniques de sécurité. Les dispositifs techniques de sécurité sont maintenus au niveau de fiabilité de conception et dans un état fonctionnement tel que défini dans des procédures écrites.

1.1.7 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amené à travailler dans l'installation, pour ce qui les concerne.

Ces consignes indiquent notamment :

- les règles concernant l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans l'installation sans autorisation ;

- l'obligation d'une autorisation telle que prévue à du présent arrêté (permis de travail) ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile, une citerne, ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du site et des services d'incendie et de secours ;

Concernant les installations de chargement routier, ces consignes indiquent également :

- les précautions à prendre pour éviter tout mouvement intempestif de la citerne pendant les opérations de chargement ou de déchargement ;
- les dispositions concernant la mise à la terre de la citerne.

ARTICLE 1.2 PROPRIÉTÉ DES INSTALLATIONS

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 1.3 ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

ARTICLE 1.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

ARTICLE 1.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- l'étude des dangers de décembre 2015 et les courriers du 13 février 2014 et du 28 novembre 2014,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par le présent arrêté,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les documents visés au sixième alinéa du présent article sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 2.2 COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS (COV)

2.2.1 Généralités

L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

L'inventaire contient également des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte-rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées.

2.2.2 Quantification des émissions

L'exploitant réalise une quantification des émissions canalisées et diffuses de COV pour l'installation de chargement lorsque les quantités annuelles chargées par voie terrestre, sont supérieures à 2500 tonnes.

Les émissions diffuses des réservoirs de stockage sont évaluées.

Les résultats de cette quantification sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier prévu à l'article 1.6 du présent arrêté.

La méthode utilisée pour quantifier ces émissions est conforme aux dispositions de l'article 40 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 susvisé.

2.2.3 Traitement pour l'installation de chargement de camion-citerne

Si la quantité de produits chargé dans les camions citernes dépasse 10 000 tonnes par an, dès le 1^{er} janvier 2020 tout ou partie des émissions de COV générées au cours du chargement de liquides inflammables sont récupérées par une URV, canalisées et traitées conformément aux dispositions des points prévues à l'article 41-2 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 susvisé.

Les émissions de COV canalisées issues des installations de chargement de liquides inflammables respectent les valeurs fixées à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 susvisé.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

3.1.2 Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

ARTICLE 3.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

3.2.1 Dispositions générales

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées ou susceptibles d'être polluées.

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Ces effluents aqueux ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

3.2.2 Plan des réseaux

Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des écoulements liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet.

3.2.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

3.2.4 Isolement avec les milieux

Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués du site par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable localement en toute circonstance ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

3.2.5 Point de prélèvement

A la sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures et avant rejet des effluents liquides, l'exploitant prévoit un point de prélèvement d'échantillons et des points permettant la mesure de la température et de la concentration en polluant. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

ARTICLE 3.3 GESTION DES EAUX POLLUÉES OU SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

3.3.1 Confinement des eaux polluées ou susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux d'incendie polluées par des liquides inflammables ou de l'émulseur, les eaux de purge des fonds de réservoirs et d'égouttures d'exploitation sont collectées au niveau de zones étanches et ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité et si besoin qu'après traitement approprié. Ces eaux peuvent être évacuées vers le milieu récepteur uniquement si elles respectent les valeurs fixées par l'article 3.4.

L'exploitant détermine le volume nécessaire de confinement pour atteindre cet objectif et, le cas échéant, transmet une étude technico-économique portant sur la possibilité d'atteindre cet objectif.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces volumes sont actionnables en toute circonstance.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

3.3.2 Entretien et conduite des installations de traitement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par au moins un décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

Ce décanteur-séparateur d'hydrocarbures est conforme aux normes en vigueur. Il est contrôlé au moins une fois par semestre et est vidangé (éléments surnageants et boues) et curé au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les emplacements autres que les rétentions (par exemple stations de pompage, manifolds, prises d'échantillon ou postes de répartition), où un écoulement accidentel de liquide inflammable peut se produire, comportent un sol étanche permettant de canaliser les fuites et les égouttures vers des rétentions spécifiques.

ARTICLE 3.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées ci-dessous.

Les rejets des effluents liquides dans le milieu récepteur respectent a minima les valeurs limites définies ci-dessous :

- température inférieure à 30 °C ;
- pH entre 5,5 et 8,5 ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- demande chimique en oxygène (DCO) : 300 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 100 kg/jour, 125 mg/l au-delà ;
- demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO₅) : 100 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 30 kg/jour, 30 mg/l au-delà ;
- matières en suspension (MES) : 100 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 15 kg/jour, 35 mg/l au-delà.

Les valeurs de concentration mentionnées au présent article sont exprimées en moyennes journalières. Les normes de référence pour l'analyse des rejets sont celles fixées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 susvisé.

ARTICLE 3.5 EAUX SOUTERRAINES

3.5.1 Réseau de surveillance

Le site est équipé de trois piézomètres conformément au plan en annexe 2 du présent arrêté pour la surveillance des eaux souterraines.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. Le sens d'écoulement de la nappe est clairement déterminé à chaque campagne. Des prélèvements sont réalisés par un organisme accrédité suivant les normes en vigueur, à défaut suivant des méthodes reconnues. Ils sont effectués en partie haute et en partie basse des piézomètres.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une

éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation et a minima sur les paramètres mentionnés au point 3.5.2 du présent arrêté. Les analyses sont réalisées par un organisme accrédité suivant les normes en vigueur, à défaut suivant des méthodes reconnues.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

3.5.2 Paramètres de surveillance

Dans le cadre du suivi de la nappe, une analyse par semestre doit être réalisée par un laboratoire agréé sur chaque piézomètre défini au point 3.5.1 du présent arrêté. Ces analyses portent sur les paramètres suivants :

- hydrocarbures totaux (HCT)
- benzène / éthylbenzène / toluène / xylène (BTEX)
- hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP)

Le programme de surveillance (fréquence, paramètres...) peut évoluer au regard des résultats des diverses campagnes d'analyses. Si l'exploitant désire modifier ce programme, il doit au préalable en faire la demande auprès du Préfet de l'Essonne.

3.5.3 Entretien des ouvrages de surveillance

Si un ouvrage de surveillance est détérioré/endommagé, l'exploitant doit en informer le Préfet de l'Essonne sans délai et faire part des actions qu'il compte engager avec l'échéancier associé pour que l'ouvrage soit de nouveau opérationnel ou comblé selon les règles de l'art.

Si un nouvel ouvrage (puits, piézomètre) de suivi/traitement interceptant uniquement la nappe superficielle doit être implanté sur site, l'exploitant informe le Préfet de l'Essonne 15 jours au minimum avant son implantation.

L'exploitant doit s'assurer que les nouveaux ouvrages respectent les dispositions du présent arrêté.

Si un ouvrage n'a plus d'utilité, il est comblé suivant les règles de l'art en la matière et après avis de l'inspection des installations classées. Un rapport de fin de travaux doit être transmis au Préfet de l'Essonne.

3.5.4 Transmission des résultats d'analyse

Les résultats de mesures prévues au point 3.5.1 dûment commentés sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception du rapport d'analyses sur le site GIDAF de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

TITRE 4 - DÉCHETS PRODUITS

ARTICLE 4.1 SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 4.2 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 4.3 DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

En particulier, l'exploitant s'assure que les déchets issus du nettoyage du décanteur-séparateur sont traités comme déchets dangereux et notamment que le code déchets utilisé correspond à un de ceux correspondant à l'item « contenu de séparateurs eau/hydrocarbures » et mentionnés à l'Annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4.4 REGISTRE

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant.

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum.

ARTICLE 4.5 DÉCLARATION

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.

Cette déclaration est effectuée sur le site GEREPE de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

TITRE 5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5.1.1 Aménagements

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

5.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

5.1.3 Appareils de communication

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique (par exemple, sirènes, avertisseurs, haut-parleurs), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou si leur usage est prescrit au titre d'une autre réglementation.

ARTICLE 5.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementées à considérer sont celles existantes à la date de la première modification notable des installations à compter du 23 janvier 1997.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété sont 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période

considérée est supérieur

ARTICLE 5.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 6.1 GÉNÉRALITÉS

6.1.1 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

6.1.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.

L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 6.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

6.2.1 Clôture

Les installations de chargement et les réservoirs de stockages sont implantées sur un site clôturé. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement. La hauteur minimale de la clôture, mesurée à partir du sol du côté extérieur, est de 2,5 mètres.

6.2.2 Intervention des services de secours

Le site dispose en permanence de deux accès terrestres au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles, quelles que soient les conditions de vent, pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les accès au site sont conçus pour pouvoir être ouverts immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

6.2.3 Circulation et véhicules

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les voies et aires desservant les installations de chargement de citernes routières sont disposées de manière que l'évacuation des véhicules puisse s'effectuer en marche avant.

Des dispositions sont prises pour éviter l'endommagement des tuyauteries de liquide inflammable lors des manœuvres du véhicule.

6.2.4 Accumulation de vapeurs

Des dispositions sont prises pour éviter l'accumulation de vapeurs de liquides inflammables dans les parties basses des installations, notamment dans les fosses et caniveaux.

ARTICLE 6.3 DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE

6.3.1 Moyens de défense contre l'incendie

Afin d'atteindre les objectifs définis au point 6.3.2 du présent arrêté, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres et qui peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé ou des moyens des services d'incendie et de secours. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour.

L'ensemble des moyens prévus de défense contre l'incendie sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'installation est dotée notamment :

- de deux poteaux incendie capables de délivrer un débit unitaire de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures, implantés de telle sorte que leur accessibilité et leur éloignement par rapport aux incendies potentiels présentent le maximum de sécurité d'emploi. Tout point des voies « engins » susceptible d'être utilisé pour l'extinction d'un incendie dans l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et la distance entre deux appareils est de 150 mètres maximum ;
- d'extincteurs judicieusement répartis à proximité des installations présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ou transférés ;
- d'un système d'alarme interne ;
- d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours ;
- d'une réserve de sable ou de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 200 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et protégée par un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le sable ou le produit absorbant des intempéries ;
- d'une réserve d'émulseur de 2000L environ ;
- de deux déversoirs fixes à mousse pour la protection de la cuvette de rétention. Le débit des déversoirs respectent le plan de défense incendie prévu à l'article 6.3.2;
- d'une couronne mixte d'arrosage sur chacun des bacs de stockage visé à l'article II. Le débit des couronnes respectent le plan de défense incendie prévu à l'article 6.3.2;

- d'un rideau d'eau protégeant le bâtiment de contrôle des installations du site.

Les modalités de mise à disposition de la centrale incendie par la société SMCA sont reprises dans les documents opérationnels des installations objets du présent arrêté.

6.3.2 Stratégie de lutte contre l'incendie

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement :

- feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
- feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions.

Cette stratégie ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours pour les scénarios de référence.

6.3.3 Plan de défense incendie

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne de l'établissement.
- un plan des aires et des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une signalétique explicite des risques à combattre pour chaque aire ou local.
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modes de transmission et d'alerte ;
- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à effectuer ces appels ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ainsi que les numéros d'appel.

L'exploitant détermine dans son plan de défense incendie :

- la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction ;
- la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ;
- la provenance et le délai de mise en œuvre des moyens nécessaires à l'extinction ;
- la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.

Les dispositions des cinq alinéas précédents sont applicables aux installations au 31 décembre 2016.

6.3.4 Moyens en équipements et en personnel

A) La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 6.3.2 du présent arrêté. Il n'est pas prévu d'usage de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie.

B) Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 1.1.2 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :

- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;
- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes.

Les délais mentionnés aux deux alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie.

C) Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

6.3.5 Moyens en eau, émulseurs et taux d'application.

A) L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 6.3.2 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 6.3.2 du présent arrêté.

Ces dispositions sont applicables aux installations au 31 décembre 2018.

B) Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 6.3.2 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies dans le présent arrêté.

C) La définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé. Ces dispositions sont applicables au 31 décembre 2018.

D) Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :

- refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;
- refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/ m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;
- refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/ m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;
- protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/ m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir.

Ces dispositions sont applicables au 31 décembre 2018.

E) Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 m³/h, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.

Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics.

Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.

Ces dispositions sont applicables au 31 décembre 2018.

ARTICLE 6.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

6.4.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 6.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

6.4.2 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

6.4.3 Installations de protection contre le risque foudre

A) *Généralités*

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves et tuyauteries) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la catégorie des liquides contenus ou véhiculés.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise ou un réseau de terre.

La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.

Des précautions sont prises vis-à-vis du risque d'électricité statique, en fonction de la nature du liquide inflammable chargé dans les camion-citernes. Elles sont basées sur les bonnes pratiques professionnelles et prévoient notamment la limitation de la vitesse de circulation du liquide inflammable, un temps de relaxation (une longueur de tuyauterie ou une durée de circulation suffisante) après un accessoire de tuyauterie générant des charges électrostatiques ou toute autre mesure d'efficacité équivalente.

Les citernes routières sont reliées par une liaison équipotentielle aux installations fixes elles-mêmes reliées au réseau de mise à la terre, avant l'ouverture des vannes de chargement de ces citernes.

B) *Analyse de risque foudre (ARF)*

Une analyse du risque foudre est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. Elle est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

C) *Étude technique foudre (ETF)*

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

D) *Travaux*

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont

réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

E) *Contrôle des installations*

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

ARTICLE 6.5 VIEILLISSEMENT DES INSTALLATIONS

6.5.1 Définition

Au titre de l'article 6.5, on entend par :

- Plan d'inspection ou de surveillance : tout document qui définit l'ensemble des opérations prescrites pour assurer la maîtrise de l'état et la conformité dans le temps d'un équipement ou d'un groupe d'équipements soumis à surveillance. Le terme plan de surveillance est employé pour les équipements ne relevant pas d'un service inspection.
- Programme d'inspection ou de surveillance : tout échéancier définissant, sur une période pluriannuelle, pour les équipements concernés, les dates et type de visite, d'inspection ou de surveillance à effectuer.

6.5.2 Tuyauteries

Les dispositions du présent article sont applicables

- aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé.
- aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 sauf si, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou

reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susmentionné, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

6.5.3 Dossier

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné à l'article 6.5.2 pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

ARTICLE 6.6 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

6.6.1 Rétentions des réservoirs de stockage visé à l'Article II.

A) *Capacité*

A chaque réservoir ou groupe de réservoirs est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Ces rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Des produits incompatibles ne partagent pas la même rétention.

L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.

Ces dispositifs :

- sont étanches en position fermée aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ;
- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;
- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.

La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

B) *Étanchéité*

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les rétentions nouvelles pour les réservoirs de stockage sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10^{-7} mètres par seconde ;
- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

C) *Recensement*

L'exploitant recense les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point B du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement le 3 octobre 2016, 2020, 2025 et 2030.

D) *Résistance à la pression statique et dynamique*

Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toute rupture de réservoir susceptible de conduire à une pression dynamique (provenant d'une vague issue de la rupture du réservoir), supérieure à la pression statique définie à l'alinéa précédent.

Les parois des rétentions reconstruites postérieurement au 3 octobre 2010 sont conçues et entretenues pour résister à une pression dynamique (provenant d'une vague issue de la rupture d'un

réservoir) égale à deux fois la pression statique définie au premier alinéa du présent point ou déterminée par le calcul sur les bases d'un scénario de rupture catastrophique pertinent compte tenu de la conception du bac et de la nature de ses assises.

6.6.2 Aires de chargement des camion-citernes

L'aire de chargement routier de liquides inflammables dispose d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur ces aires. La rétention mise en place afin de répondre à cette disposition répond aux dispositions suivantes :

- elle est pourvue d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;
- elle est conçue et entretenue pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel simple régulier et d'un examen visuel approfondi annuel. Les rétentions font l'objet d'une maintenance appropriée.

L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions installées pour répondre au présent article.

Ces dispositifs :

- sont étanches en position fermée aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ;
- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs), sauf pendant les phases de vidange, ou munis d'un dispositif de fermeture automatique en cas d'arrivée accidentelle de liquides inflammables ;
- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.

La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

Les égouttures susceptibles de se produire lors des opérations de chargement sont recueillies dans des récipients prévus à cet effet. Une consigne prévoit leur vidange régulière.

6.6.3 Autres rétentions, confinement et aire de stockage ou de manipulation

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

A chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale :

- soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres ;
- soit à 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

L'étanchéité des réservoirs associés est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement,

n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

TITRE 7 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX RÉSERVOIRS DE STOCKAGE VISÉS À L'ARTICLE II. ET LEURS ACCESSOIRES

ARTICLE 7.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENTS DES RÉSERVOIRS

- A) Le site est équipé de deux réservoirs aériens à toit fixe. Ces réservoirs sont conformes, à la date de leur construction, aux normes et codes en vigueur prévus pour le stockage de liquides inflammables, à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté.
- B) Les charpentes supportant des réservoirs de liquides inflammables dont le point le plus bas est situé à plus d'un mètre du sol sous-jacent sont R 180.
- C) Les réservoirs sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu au point 7.4.1 de l'article 7.4 du présent arrêté. Ils sont équipés d'évents dont la surface cumulée S_e est a minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé.
- D) Les réservoirs sont équipés d'un dispositif indépendant du système de mesurage en exploitation, pouvant être :
- une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides inflammables avant le débordement du réservoir ;
 - ou un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;
 - ou une sécurité instrumentée réalisant les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement.

Ce dispositif constitue le premier niveau de sécurité au sens de la définition de la capacité d'un réservoir en article 2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

ARTICLE 7.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TUYAUTERIES

7.2.1 Généralités.

Les tuyauteries, robinetteries et accessoires sont conformes aux normes et codes en vigueur lors de leur fabrication, à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées « conformément aux règles définies par l'exploitant ».

7.2.2 Tuyauteries dans la rétention

Les nouvelles tuyauteries tant aériennes qu'enterrées et les nouvelles canalisations électriques qui ne

sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la rétention ou à sa sécurité sont exclues de celles-ci.

7.2.3 Dispositions constructives

Lorsque les tuyauteries de liquides inflammables sont posées en caniveaux, ceux-ci sont équipés à leurs extrémités et tous les 100 mètres de dispositifs appropriés évitant la propagation du feu et l'écoulement des liquides inflammables au-delà de ces dispositifs.

Par ailleurs, les installations répondent aux dispositions suivantes à la date de la prochaine inspection détaillée hors exploitation du réservoir :

- Le passage au travers des murs en béton est compatible avec la dilatation des tuyauteries.
- Les tuyauteries d'emplissage ou de soutirage débouchant dans le réservoir au niveau de la phase liquide sont munies d'un dispositif de fermeture pour éviter que le réservoir ne se vide dans la rétention en cas de fuite sur une tuyauterie. Ce dispositif est constitué d'un ou plusieurs organes de sectionnement. Ce dispositif de fermeture est en acier, tant pour le corps que pour l'organe d'obturation, et se situe au plus près de la robe du réservoir tout en permettant l'exploitation et la maintenance courante.

Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le dispositif de fermeture précité.

La fermeture s'effectue par télécommande ou par action d'un clapet antiretour. En cas d'incendie dans la rétention, la fermeture est automatique, même en cas de perte de la télécommande, et l'étanchéité du dispositif de fermeture est maintenue.

ARTICLE 7.3 AUTRES DISPOSITIONS

7.3.1 Pompes

Aucune pompe de liquides inflammables n'est placée dans la rétention.

7.3.2 Flexibles

L'installation à demeure, pour des liquides inflammables, de flexibles aux emplacements où il est possible de monter des tuyauteries rigides est interdite.

Est toutefois autorisé l'emploi de flexibles pour les amenées de liquides inflammables sur les groupes de pompage mobiles, les postes de répartition de liquides inflammables et pour une durée inférieure à un mois dans le cadre de travaux ou de phase transitoire d'exploitation.

La longueur des flexibles utilisés est aussi réduite que possible.

7.3.3 Détection de liquide inflammable

Une détection de présence de liquide inflammable (détection liquide ou gaz) est mise en place dans chacune des sous-cuvettes de rétention.

En cas de fuite d'un réservoir, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- arrêt du remplissage ;
- analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ;
- vidange du réservoir dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être interrompue ;

- mise en œuvre de moyens prévenant les risques identifiés.

L'exploitant enregistre et analyse les événements suivants :

- perte de confinement ou débordement d'un réservoir ;
- perte de confinement de plus de 100 litres sur une tuyauterie ;
- dépassement d'un niveau de sécurité tel que défini à l'article 7.1 du présent arrêté ;
- défaillance d'un des dispositifs de sécurité mentionnés dans le présent arrêté.

Ce registre et l'analyse associée sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4 EXPLOITATION ET ENTRETIEN POUR LES RÉSERVOIRS

7.4.1 Dossier de suivi

Chacun des deux réservoirs fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

7.4.2 Plan d'inspection des réservoirs

Chacun des deux réservoirs fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes.

Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

L'exploitant met en œuvre un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement pour établir ce plan d'inspection.

Les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

7.4.3 Visites de routine

Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. Au moins une visite de routine est réalisée chaque année.

7.4.4 Inspections externes détaillées

Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.

Ces inspections comprennent a minima :

- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

7.4.5 Inspections hors exploitation détaillées

Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :

- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;
- le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable.

Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

La prochaine inspection hors exploitation détaillée des réservoirs a lieu avant le 16 novembre 2022.

7.4.6 Inspecteurs

Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées :

- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le Préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou
- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé du développement durable pour toutes les activités de contrôle prévues par le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 ; ou
- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou
- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité.

TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE CHARGEMENT DE CAMION-CITERNE VISÉ À L'ARTICLE II.

ARTICLE 8.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Les tuyauteries, robinetteries et accessoires sont conformes aux normes et codes en vigueur lors de leur fabrication sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles définies par l'exploitant, sans préjudice des exigences fixées par le code du travail.

Lorsque les tuyauteries de liquides inflammables sont posées en caniveaux, ceux-ci sont équipés à leurs extrémités et tous les 100 mètres de dispositifs appropriés évitant la propagation du feu et l'écoulement des liquides inflammables au-delà de ces dispositifs. Cette disposition est applicable au 1er janvier 2017.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de prévenir les risques de fuites sur les installations suite à des phénomènes liés à des contraintes mécaniques, physiques ou chimiques (par exemple, fatigue, corrosion ou agressions externes).

Les dispositifs techniques de sécurité des installations de chargement sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux liquides inflammables, à l'exploitation et à l'environnement du système (comme les chocs ou la corrosion).

Ces dispositifs, en particulier l'instrumentation, sont conçus pour permettre leur maintenance et le contrôle périodique par test de leur efficacité.

ARTICLE 8.2 ARRÊT D'URGENCE ET VANNES

L'installation de chargement de camion-citerne est pourvue d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables.

Les circuits de chargement d'une citerne routière sont munis d'un dispositif de fermeture (par exemple, une vanne) en acier, tant pour le corps que pour l'organe d'obturation. Ce dispositif d'isolement est monté soit au plus près des parties flexibles, soit directement sur le bras de chargement.

Les tuyauteries, les flexibles et les bras articulés sont suffisamment éclairés pour permettre d'effectuer commodément leur surveillance, leur accouplement et leur désaccouplement.

Une signalisation des vannes de sectionnement et des arrêts d'urgence est mise en place afin de rendre leur manoeuvre plus rapide.

L'exploitant prend des dispositions pour que la fermeture éventuelle des vannes ne puisse pas provoquer l'éclatement des tuyauteries ou de leurs joints.

Lorsque le niveau de la citerne n'est pas surveillé en permanence lors d'un chargement sous le contrôle de la personne mentionnée au point 1.1.2, un dispositif automatique veille à ce que la capacité de la citerne ne soit pas dépassée.

ARTICLE 8.3 OPÉRATIONS DE CHARGEMENT

Le chargement de la citerne se fait par le bas (chargement dit « en source »).

Les pompes de transfert de liquide inflammable lorsque la puissance moteur installée est supérieure à 5 kW, sont équipées d'une sécurité arrêtant la pompe en cas d'échauffement anormal provoqué par un débit nul.

Le moteur du véhicule est arrêté lors du chargement , sauf si celui-ci est nécessaire à l'opération.

La connexion équipotentielle établie entre le véhicule et l'installation de chargement n'est interrompue que lorsque toutes les opérations de débranchement sont effectuées et les bouchons de raccord du véhicule remis en place.

En fin de transfert, une vidange complète du liquide inflammable contenu dans les bras et les flexibles est effectuée en respectant les consignes opératoires afférentes définies par l'exploitant. Cette disposition n'est pas applicable pour les bras :

- au chargement des engins avitailleurs ;
- en présence de dispositifs d'obturation aux extrémités du bras, avec un volume entre ces deux dispositifs, susceptible d'être répandu en cas de fuite du bras, inférieur à 100 litres.

Aucune opération manuelle de jaugeage ou de prise d'échantillon n'est effectuée sur les citernes en cours de chargement . Une consigne fixe les conditions d'exécution de cette opération, et notamment la durée de l'attente après la fin du transfert du liquide inflammable.

ARTICLE 8.4 REGISTRE

L'exploitant enregistre et analyse les événements suivants :

- perte de confinement ou débordement d'une citerne ;
- perte de confinement de plus de 100 litres sur une tuyauterie ;
- défaillance d'un des dispositifs de sécurité mentionnés dans le présent arrêté.

Le registre et les analyses associées sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 9 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX RÉSERVOIRS ENTERRÉS VISÉS À L'ARTICLE II.

ARTICLE 9.1 DÉFINITION

Un réservoir est dit enterré lorsqu'il se trouve entièrement ou partiellement en dessous du niveau du sol environnant, qu'il soit directement dans le sol ou en fosse.

Les équipements annexes d'un réservoir enterré sont notamment les tuyauteries associées, le limiteur de remplissage, le dispositif de détection de fuite et ses alarmes, le dispositif de jaugeage, les événements et les dispositifs de récupération des vapeurs.

ARTICLE 9.2 PLAN D'IMPLANTATION

Un plan d'implantation à jour, des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes, est présent dans l'installation. Les réservoirs sont repérés par une signalétique les identifiant par un numéro, par leur capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépôtage.

ARTICLE 9.3 INTERRUPTION D'ACTIVITÉ

Lors de toute interruption d'activité de l'installation d'une durée supérieure à trois mois, une neutralisation est mise en œuvre. Cette neutralisation peut être à l'eau lorsque la durée de cette interruption d'activité est inférieure à vingt-quatre mois.

ARTICLE 9.4 CONTRÔLES D'ÉTANCHÉITÉ

Suite à une intervention portant atteinte à l'étanchéité d'un réservoir enterré ou d'un de ses équipements annexes, à l'exception des opérations ponctuelles de mesure de niveau, ou avant la remise en service d'un réservoir à la suite d'une neutralisation temporaire à l'eau, un contrôle d'étanchéité est effectué selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé, par un organisme agréé, avant la remise en service de l'ensemble de l'installation.

En cas de détection de fuite sur un réservoir compartimenté, le compartiment est vidé et soumis à une épreuve d'étanchéité après les travaux de réparation et avant la remise en service. Les autres compartiments du réservoir sont soumis à une épreuve d'étanchéité dans la période d'un mois suivant la remise en service du compartiment à l'origine de la fuite. Les épreuves sont effectuées selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé, par un organisme agréé.

ARTICLE 9.5 TUYAUTERIES

Les tuyauteries enterrées qui ne sont pas munies d'une deuxième enveloppe et d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et

sonore en cas de fuite, subissent un contrôle d'étanchéité selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé, tous les dix ans par un organisme agréé.

ARTICLE 9.6 REMPLACEMENT D'UNE CUVE

Lorsque l'exploitant choisit de remplacer un réservoir existant par un nouveau réservoir, par exemple en fin de vie, le nouveau réservoir et ses équipements annexes sont conformes aux prescriptions des articles 1 à 15 de l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé.

ARTICLE 9.7 SYSTÈME DE DÉTECTION DE FUITE

Chacun des réservoirs est équipé d'un système de détection de fuite.

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme agréé tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

